

## Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004

Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004 HOUNTO HOTEGBE Désiré

(Me Séverin QUENUM)C/ARAB - CONTRACTORS

(Me Nestor NINKO)

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU

DEUXIEME CHAMBRE SOCIALE JUGEMENT CONTRADICTOIRE N°22/04 du 10 Décembre 2004

-----  
Rôle Général N°44/01

-----HOUNTO HOTEGBE Désiré

(Me Séverin QUENUM)C/ARAB - CONTRACTORS

(Me Nestor NINKO) PRESIDENT : Michel B. Théodore da MATHA

MINISTERE PUBLIC : Onésime MADODE

GREFFIER : Me S. R. Martial GBAGUIDI

DEBATS : le 10 Mai 2001 en audience publique

Jugement contradictoire en premier ressort ;

Prononcé le 10 Décembre 2004 en audience publique.

PARTIES EN CAUSE DEMANDEUR : HOUNTO HOTEGBE Désiré

assisté de Maître Séverin QUENUM Avocat à la cour; DEFENDEUR : ARAB-CONTRACTORS assistée de Maître Nestor

NINKO, Avocat à la Cour ; LE TRIBUNAL- Vu les pièces du dossier ; - Vu les demandes du requérant ; - Vu le protocole

d'accord ; accord en date du 17 Juillet 2003 intervenu entre les deux parties ; - Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ; -

Ensemble les dispositions de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail ; - Et après en avoir délibéré

conformément à la loi ; Attendu que suivant procès &ndash; verbal de non conciliation N°048/ MFPTRA/ DT/SCT en date

du 15 Février 2001, Monsieur HOUNTO HOTEGBE Désiré a attiré son employeur ARAB - CONTRACTORS devant la

2ème chambre sociale du Tribunal de 1ère Instance de Cotonou pour s'entendre condamner à lui payer divers

droits et des dommages - intérêts suite à son licenciement ; Attendu qu'aux termes de l'article 246 du code

du travail « Lorsque les parties comparaissent devant le tribunal, il est procédé à une nouvelle tentative de conciliation.

En cas d'accord total ou partiel, un procès &ndash; verbal rédigé séance tenante constate l'accord

intervenue. Ce procès &ndash; verbal est exécuté dans les mêmes formes qu'un jugement » ; Attendu

qu'outre l'échec de la conciliation devant l'Inspection du Travail, le tribunal a engagé les parties

dans un règlement à l'amiable ; Attendu que par protocole d'accord en date à Cotonou du 17 Juillet 2003, les

deux parties se sont convenues d'un règlement à l'amiable ; Qu'en tout état de cause, il échet

d'homologuer ledit protocole d'accord ; PAR CES MOTIFS Statuant publiquement, contradictoirement, en

matière sociale et en premier ressort ; EN LA FORME reçoit HOUNTO HOTEGBE Désiré en son action ; AU FOND-

Constate que le protocole d'accord en date du 17 Juillet 2003 entre la société ARAB-CONTRACTORS et

HOUNTO HOTEGBE Désiré est constitutif d'une transaction. - Dit qu'il met définitivement fin au litige

opposant les parties. - Homologue par conséquent ledit protocole d'accord. Délai d'appel : 15 jours

ONT

SIGNE LE PRESIDENT LE GREFFIER